

7^{ème} édition JSDC

JOURNÉES SCIENTIFIQUES
DU CAMES

Thème :

« Quelle Recherche scientifique
pour une Afrique Solidaire,
Résiliente et Développée : vers une
politique commune ambitieuse
de Recherche dans l'espace CAMES »



Lomé, TOGO
9-12 Mars 2026

jsdc.cames.online

www.cames-lome2026.tg

www.lecames.org

www.univ-lome.tg



Sommaire

ÉDITORIAL.....	4
PRÉSENTATION DU CAMES ET DES JSDC.....	10
PRÉSENTATION DES UNIVERSITÉS DE LOMÉ ET DE KARA	14
PRÉSENTATION DU COMITÉ D'ORGANISATION DES JSDC-7	24
PROGRAMME DES ACTIVITÉS DES JSDC-7.....	27
PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DES PRINCIPAUX INTERVENANTS DANS LES PANELS.....	29
HISTORIQUE DE LA VILLE DE LOMÉ ET LES INTERVENTIONS DU TOGO EN DIPLOMATIE	54
PRÉSENTATION DES SPONSORS	60

ÉDITORIAL

Mot du Ministre de l'Éducation Nationale

Journées Scientifiques du CAMES : le Togo au rendez-vous de la Recherche continentale



Il est une vérité indéniable, le Togo attire, le Togo rayonne. Au-delà de son efficacité diplomatique, notre pays brille aussi dans d'autres domaines, et la confirmation est encore sous nos yeux, le Togo accueille la septième édition des Journées Scientifiques du CAMES, du 9 au 12 mars.

Cette grand-messe du savoir honore notre pays, petit par sa taille, mais grand par ses contributions à la Recherche africaine.

Durant quatre jours, les Chercheurs de différents domaines, de différentes spécialités séjourneront dans la capitale togolaise, cadre de paix et de sécurité légendaire, pour réfléchir, pour partager les fruits de leurs travaux mais aussi pour plancher sur les défis actuels, autour du thème : « **Quelle Recherche scientifique pour une Afrique Solidaire, Résiliente et Développée : vers une politique commune ambitieuse de Recherche dans l'espace CAMES** ».

Les questions de développement embrassent des secteurs aussi larges que diversifiés et il est aujourd'hui évident que marcher seul sur le chemin du développement, même s'il permet d'avancer plus vite dans un premier temps, ne permet pas de progresser durablement. Longtemps restée l'apanage des universitaires, et avec des résultats consignés dans les temples du savoir, la Recherche doit être, aujourd'hui, non seulement libéralisée, mais aussi porteuse du développement de notre continent. Elle doit désormais pouvoir transformer nos élites en forces de proposition permettant de tirer profit de nos ressources naturelles et humaines.

Oui, l'Afrique a tout ce dont elle a besoin pour un vrai développement. Avec une jeunesse qualitative et quantitative, elle n'a plus qu'à la préparer à faire face aux défis et à prendre la relève. Chaque année, c'est des milliers de diplômés qui sortent de nos Universités. Nous avons désormais la responsabilité de nous assurer qu'ils bénéficient des meilleures conditions de Recherche pour de meilleurs résultats. Les Chercheurs et participants à ces Journées Scientifiques ont donc la lourde responsabilité de montrer la voie à suivre, car ils sont les lumières de nos ténèbres. La qualité de nos Chercheurs dont nous sommes si fiers ne doit plus s'exprimer seulement dans leurs publications, mais dans des apports concrets, mesurables et réalisables pour sortir le continent de l'ombre.

Cela impose également de lourds investissements dans la Recherche et dans la mise en œuvre des approches de solution. Ces Journées scientifiques du CAMES doivent poser ces jalons et veiller à faire de la Recherche, le fer de lance du continent. Face aux défis du monde contemporain, et au déséquilibre que peut poser le développement de l'Afrique à l'ordre mondial actuel, il est évident qu'envisager le développement en solitaire, serait une aventure sans lendemain. La solidarité s'impose aujourd'hui à tous les pays africains soucieux de leur développement, un développement qui rime avec résilience des populations et résistance des dirigeants face aux menaces multidimensionnelles actuelles. L'espace CAMES se doit aujourd'hui d'apporter la solution à travers nos universitaires, nos Chercheurs et étudiants, chacun en ce qui le concerne.

Le Togo, membre fondateur du CAMES en 1968, reste fidèle à sa conviction : la Recherche et l'Innovation sont la clé du vrai développement et le progrès de l'Afrique est une responsabilité collective de ses pays. Cette conviction demeure et se matérialise dans l'axe stratégique 4 du Ministère de l'Éducation Nationale : l'Innovation et la Recherche pédagogique et scientifique, avec pour objectif de moderniser et renforcer notre système éducatif et universitaire et développer une culture de l'expérimentation, de la créativité et de la production de connaissances au service du développement national.

En accueillant ces Journées Scientifiques du CAMES, le Togo s'honore de la reconnaissance de son attachement à la Recherche et à l'Innovation. Fidèle à sa vision fondée sur la qualité de l'Éducation et l'exigence d'excellence, le Togo entend contribuer activement, sous le leadership de son Excellence M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil, à la consolidation d'un espace scientifique africain plus intégré, solidaire et influent au-delà de l'Afrique.

Que Lomé soit, le temps de ces 7^{èmes} Journées Scientifiques du CAMES, le carrefour des intelligences africaines et le point de départ d'une nouvelle étape vers une Afrique qui valorise, protège et transforme son savoir en moteur de développement.

Mama Omorou

Ministre de l'Éducation Nationale de la République togolaise

Mot du Secrétaire Général du CAMES



Après Abidjan, Dakar, Ouidah et Yamoussoukro c'est au tour de la belle ville de Lomé d'abriter cet événement scientifique majeur que constituent les Journées Scientifiques du CAMES. Rendez-vous bisannuel des acteurs de la Recherche et de l'Innovation de notre espace commun, les Journées Scientifiques du CAMES sont un cadre unique d'échanges, de réseautage, de promotion et de valorisation de la

Recherche et de l'Innovation.

C'est avec une grande joie que je souhaite à tous les participants à ces agapes scientifiques, la chaleureuse bienvenue à Lomé et à cette 7ème édition des Journées Scientifiques du CAMES. Comme à l'accoutumée, l'appel de la Recherche et de l'Innovation ratisse large avec pour cette édition environ 1000 participants tous profils confondus attendus. Votre grande mobilisation est un message fort : celui d'une communauté scientifique engagée, solidaire et résolument tournée vers l'avenir.

La Recherche scientifique n'est pas un luxe réservé aux nations les plus nanties — elle est une nécessité vitale, le fondement sur lequel reposent le développement durable, la souveraineté technologique et le mieux-être de nos populations. Chaque découverte, chaque publication, chaque Innovation de laboratoire est une brique supplémentaire posée sur l'édifice du progrès collectif. Notre continent regorge de talents, d'ingéniosité et de ressources intellectuelles d'une richesse inestimable. Il nous appartient, à nous qui en avons la responsabilité institutionnelle, de créer les conditions optimales pour que ces talents s'épanouissent et que leurs travaux trouvent un écho concret dans la vie de nos concitoyens.

C'est précisément là tout l'enjeu d'une plateforme d'échanges telle que celle-ci. En réunissant en un même lieu Chercheurs aguerris et jeunes scientifiques, décideurs politiques et partenaires au développement, nous créons les conditions pour l'émergence d'une Recherche africaine forte, visible et compétitive à l'échelle mondiale. Les synergies qui naîtront de vos discussions, les collaborations qui se tisseront au fil de ces journées, les projets communs qui germeront dans les couloirs et les salles de conférence : voilà les véritables fruits que nous attendons de cette rencontre. Car c'est en mutualisant nos expertises, en harmonisant nos approches et en osant l'ambition collective que nous pourrons, ensemble, relever les défis scientifiques et socioéconomiques qui sont les nôtres.

Depuis 2013, date de la première édition, les Journées Scientifiques du CAMES rassemblent et valorisent la Recherche africaine en général et celle de notre espace en particulier. Les Innovations apportées au format de mise en œuvre de ces Journées Scientifiques avec la Conférence ministérielle, les panels de haut niveau et l'intégration pleine du secteur privé et des populations dans les sphères de discussion de la Recherche, contribuent à en faire un rendez-vous du donner et du recevoir, un cadre de stimulation de ce levier essentiel du développement durable de nos pays.

Cette édition revêt un caractère spécial avec un nombre important de participation enregistré mais aussi ses moments phares avec notamment le lancement de la base d'indexation du CAMES, le CODEX, et la présentation et l'appropriation de la politique commune et de la stratégie de redynamisation de la Recherche dans notre espace commun, élaborées à Bamako en janvier 2026 à la faveur de l'atelier de redynamisation de la Recherche dans l'espace CAMES.

Je vous invite à prendre une part active à ces journées de haute facture, aussi enrichissantes sur le plan scientifique qu'humain. Puissent nos différents échanges et débats être stimulants, et que nos conclusions soient une brique supplémentaire à l'édification d'une Recherche plus forte, plus résiliente et plus impactante.

Avant de clore mon propos, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude aux plus hautes autorités togolaises, et particulièrement, avec déférence, au Président du Conseil du Togo, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ**, pour l'accueil et les facilités accordées afin que cet événement emblématique de notre Institution panafricaine tienne toutes ses promesses. Mes remerciements s'étendent au Ministre de l'Éducation Nationale et au Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche scientifique, pour leur plein engagement auprès du CAMES, et pour l'organisation réussie de cette 7ème édition des Journées Scientifiques du CAMES.

Vive la Recherche et l'Innovation en Afrique

Professeur Souleymane KONATÉ

Secrétaire Général du CAMES

Grand-Croix de l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES

PRÉSENTATION DU CAMES ET DES JSDC

Présentation du CAMES

Le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) est une organisation régionale intergouvernementale créée par la Conférence des Chefs d'État des pays membres de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM), à Niamey (Niger) les 22 et 23 janvier 1968. L'objectif de sa création était le développement de la solidarité intellectuelle africaine et la coordination de l'harmonisation des politiques d'Enseignement supérieur et de Recherche de ses États membres. La Convention relative à son statut et à son organisation a été signée par seize (16) Chefs d'État ou de Gouvernement, le 26 avril 1972 à Lomé (Togo).

Le CAMES compte aujourd'hui dix-neuf (19) pays membres : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée Équatoriale, Madagascar, le Mali, le Niger, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Tchad, le Sénégal et le Togo. Le CAMES est également un vaste réseau de plus de 200 Universités et Centres de Recherche affiliés, répartis entre l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest, la Région des Grands Lacs et l'Océan Indien, plus de 18 000 Enseignants-chercheurs et Chercheurs sur la plateforme en ligne des inscrits CAMES et plus de 3 000 évaluations scientifiques par an.

Sur le plan de la gouvernance, le CAMES est administré statutairement par un Conseil des Ministres constitué des Ministres en charge de l'Enseignement supérieur et/ou de la Recherche des États membres et d'un Secrétariat général dirigé par un Secrétaire Général élu par le Conseil des Ministres. Le Secrétariat général est appuyé dans ses activités par une instance académique de conseil et de suivi des activités en l'occurrence le Comité Consultatif Général (CCG). A l'occasion de la célébration de son cinquantenaire en 2018, les Chefs d'État présents ont également décidé d'instituer un sommet triennal des Chefs d'État et de Gouvernement du CAMES, en vue de réaffirmer le soutien et l'engagement politique des

États, pour le maintien et le renforcement continu de cette Institution académique panafricaine de référence. Le CAMES déroule sa mission à travers différents Programmes statutaires.

Installée en janvier 2023, la nouvelle équipe dirigeante du Secrétariat général du CAMES s'est inscrite dans la dynamique constructive de l'Institution, avec pour objectif principal de préserver, consolider et valoriser les nombreux acquis du CAMES. Elle a ainsi élaboré, avec l'ensemble des parties prenantes, un nouveau Plan Stratégique de Développement du CAMES (PSDC), pour la période 2024-2028. Ce plan stratégique, adopté par le Conseil des Ministres de l'Institution en mai 2024, est structuré en sept (7) axes stratégiques, 31 objectifs spécifiques et 135 activités. Il est fondé sur la vision de faire du CAMES : *« une Institution de référence internationale en matière d'évaluation scientifique et un véritable outil d'intégration académique au service du développement durable de l'Afrique »*. Cette vision s'appuie sur les valeurs de Solidarité, d'Excellence, d'Éthique, de Redevabilité et d'Innovation, en cohérence avec les missions assignées à l'Institution.

Présentation des JSDC-7

Dans le souci de structurer la Recherche au sein de son espace, le CAMES a lancé, depuis 2013, les Programmes Thématiques de Recherche du CAMES (PTRC). Les PTRC rassemblent des réseaux d'Enseignants-chercheurs et de Chercheurs issus des pays membres, avec pour finalité de mutualiser les compétences et les ressources, afin de proposer des solutions scientifiques durables aux défis socio-économiques des pays membres, de l'Afrique et du monde.

Véritable forum des PTRC, les Journées Scientifiques du CAMES (JSDC) sont organisées tous les deux ans, et servent de plateforme d'échange et de valorisation des travaux. Elles visent à : (i) dresser un état des lieux de la Recherche et de l'Innovation dans l'espace CAMES ; (ii) favoriser le partage d'expériences, le renforcement des capacités et le réseautage ; (iii)

promouvoir la science comme moteur de développement socio-économique et d'intégration régionale.

Depuis leur création, les JSDC ont été organisées successivement à Abidjan (Côte d'Ivoire, 2013), Dakar (Sénégal, 2015), Abidjan (Côte d'Ivoire, 2017), Ouidah (Bénin, 2019), Dakar (Sénégal, 2021), Yamoussoukro (Côte d'Ivoire, 2024).

La dernière édition des JSDC s'est distinguée par un format renouvelé en accord avec le Plan Stratégique de Développement du CAMES 2024-2028, marqué par trois Innovations majeures : (i) l'organisation d'une Conférence inaugurale ministérielle, (ii) celle de panels de hauts niveaux sur des questions stratégiques de structuration de la Recherche, et (iii) le renforcement du dialogue entre monde académique, secteur privé et société, à travers des espaces d'exposition et d'échanges.

Lors de la sixième édition des JSDC, tenue à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), les 1185 participants venus de trois continents (Afrique, Europe, Amérique) ont lancé l'Appel de Yamoussoukro pour la redynamisation de la Recherche et de l'Innovation dans l'espace CAMES. Ce plaidoyer, porteur d'une vision collective, a été entériné par le Conseil des Ministres du CAMES lors de sa 41^{ème} Session ordinaire (Brazzaville – République du Congo, 20–24 mai 2024), invitant les États membres à mettre en œuvre les recommandations formulées. Pour donner suite à ces recommandations, le CAMES a organisé, du 19 au 23 janvier 2026, à Bamako, au Mali, un atelier sur l'élaboration de la politique commune et de la stratégie de Recherche dans son espace, réunissant les Responsables de la Recherche des pays membres et des Experts du CAMES.

La 7^{ème} édition des Journées Scientifiques du CAMES (JSDC-7) sera organisée en partenariat avec le Gouvernement togolais, à travers le Ministère de l'Éducation Nationale, à Lomé, du 9 au 12 mars 2026, sous le thème « *Quelle Recherche scientifique pour une Afrique Solidaire, Résiliente et Développée : vers une politique commune ambitieuse de Recherche dans l'espace CAMES* ». En plus de faire l'état des lieux et la

promotion de la Recherche scientifique et de l'Innovation dans l'espace CAMES, ces JSDC-7 seront l'occasion de présenter et discuter la politique commune et la stratégie de la Recherche, élaborées lors de l'atelier de Bamako en janvier 2026, en vue d'un enrichissement et d'une appropriation par la communauté scientifique.

Les JSDC-7, s'inscrivent ainsi dans la dynamique de redynamisation de la Recherche dans l'espace CAMES, à travers la mise en œuvre des axes stratégiques 5 et 6 du PSDC 2024-2028 et des résolutions pertinentes du Conseil des Ministres du CAMES relatives à la Recherche, l'Innovation et le développement.

Les JSDC-7 seront organisées à l'Université de Lomé (Togo), en quatre (4) jours en s'appuyant sur :

- un Comité Local d'Organisation (CLO) ;
- un Comité de Pilotage International (CPI) ;
- un Comité Scientifique International (CSI).

Les activités s'articuleront autour de :

- une Conférence ministérielle ;
- panels thématiques ;
- communications orales en ateliers PTRC ;
- communications par affiche ;
- stands d'exposition ;
- réseautage.

Plus de 1000 participants sont attendus à ce rendez-vous scientifique d'envergure : Enseignants-chercheurs, Chercheurs et étudiants (doctorants) ; Chercheurs de l'espace CAMES et du monde ; experts ; opérateurs économiques ; Décideurs politiques ; Bailleurs de fonds et Partenaires Techniques et/ou Financiers ; Collectivités centralisées et territoriales ; ONG ; Diaspora africaine.

PRÉSENTATION DES UNIVERSITÉS DE LOMÉ ET DE KARA

L'Enseignement supérieur au Togo s'organise autour de deux principales Universités publiques, celles de Lomé et de Kara.

Présentation de l'Université de Lomé

1. Identité et statut

L'Université de Lomé est la première Institution publique d'Enseignement supérieur et de Recherche du Togo. Créée en 1970 sous l'appellation d'Université du Bénin, elle adopte en 2001 sa dénomination actuelle, Université de Lomé, affirmant ainsi son ancrage territorial et national.

Le désir des autorités togolaises de doter leur pays d'un établissement supérieur autonome qui réponde aux ambitions nationales a motivé la création, en 1970, de l'Université du Bénin. À sa création, elle comptait cinq (05) écoles, à savoir, l'École des Lettres (EDL), l'École Supérieure d'Administration et des Carrières Juridiques (ESACJ), l'École Supérieure des Techniques Économiques et de Gestion (ESTEG), l'École des Sciences (EDS) et l'École de Médecine (EDM). En 2001, l'appellation « Université du Bénin » est modifiée par décret N° 2001-024/PR du 09 mars 2001. Établissement public à caractère scientifique, culturel et technique, l'Université de Lomé est placée sous la tutelle du Ministère en charge de l'Enseignement supérieur. Elle constitue aujourd'hui le plus vaste pôle académique du pays en termes d'effectifs, d'offre de formation et de production scientifique.

2. Missions fondamentales

Conformément à ses textes fondateurs et aux orientations nationales en matière d'Enseignement supérieur, l'Université de Lomé assure trois missions principales :

- **La formation**

Elle dispense une formation initiale et continue, générale et professionnalisante, couvrant les cycles Licence, Master et Doctorat (système LMD). L'offre de formation est conçue pour répondre aux besoins du marché du travail et aux priorités nationales de développement.

- **La Recherche scientifique et l'Innovation**

L'Université développe une Recherche fondamentale et appliquée dans divers domaines stratégiques : santé, agriculture, environnement, énergie, sciences sociales, gouvernance, technologies numériques, etc. Elle abrite de nombreux laboratoires, équipes et centres de Recherche reconnus au plan national et régional.

- **Le service à la communauté**

Elle met son expertise au service de l'État, des collectivités territoriales, des entreprises et des Partenaires Techniques et Financiers, contribuant ainsi à l'élaboration des politiques publiques et au développement socio-économique du Togo.

3. Organisation académique

En 2025, soit 55 ans après sa création, l'Université de Lomé compte six (06) facultés, (07) écoles, (06) instituts, (03) Écoles doctorales et trois (03) centres d'excellence.

➤ **Facultés**

- Faculté de Droit (FDD)
- Facultés des Lettres, Langues et Arts (FLLA)
- Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG)
- Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société (FSHS)
- Faculté des Sciences de la Santé (FSS)
- Faculté des Sciences (FDS)

➤ **Écoles**

- École des Assistants Médicaux (EAM)
- École Supérieure d'Agronomie (ESA)
- École Supérieure des Assistants Administratifs (ESAAD)
- École Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires (ESTBA)
- École Polytechnique de Lomé (EPL)
- Direction des Ressources et Supports Informatiques (DRSI)

➤ **Instituts**

- Institut National des Sciences de l'Éducation (INSE)
- Institut Universitaire de Technologie de Gestion (IUT de Gestion)
- Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA)
- Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)
- Institut Confucius
- Institut des Métiers de la Mer (I2M)

➤ Centres d'excellence

- Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA)
- Centre d'Excellence Régional pour la Maîtrise de l'Électricité (CERME)
- Centre d'Excellence Régional sur les villes durables en Afrique (CERViDA DOUNEDON)

➤ Écoles Doctorales

- Lettres et Humanités (ED730-LH)
- Droit, Économie et Gestion (ED731-DEG)
- Sciences, Technologie, Ingénierie et Santé (ED732-STIS)

➤ Services centraux administratifs et techniques

Ils couvrent l'ensemble des grands champs disciplinaires :

- Sciences exactes et naturelles
- Sciences de la santé
- Sciences humaines et sociales
- Droit et sciences politiques
- Sciences économiques et de gestion
- Lettres, langues et arts
- Sciences agronomiques
- Technologies et ingénierie

Cette diversité disciplinaire favorise l'interdisciplinarité et la production de connaissances adaptées aux enjeux contemporains.

4. Gouvernance et pilotage stratégique

L'Université de Lomé est dirigée par un Président, assisté de Vice- présidents et d'une administration centrale.

Depuis sa création en 1970 jusqu'au 23 septembre 2025, l'Université de Lomé a vu se succéder à sa tête un Recteur chancelier, un Recteur et six Présidents dont voici les noms :

- Professeur **Ampah G. JOHNSON**, Recteur Chancelier des Universités du Togo : de 1970 à 1986 puis de janvier 1999 à octobre 2003 ;
- Professeur **Komlanvi Francisco SEDDOH**, Recteur de l'Université du Bénin : de janvier 1986 à septembre 1995 ;
- Professeur **Nicoué Lodjou GAYIBOR**, Président de l'Université de Lomé : d'octobre 2003 à août 2006 ;
- Professeur **Koffi AHADZI-NONOU**, Président de l'Université de Lomé : de septembre 2006 à octobre 2014 ;
- Professeur **Messanvi GBEASSOR**, Président de l'Université de Lomé : d'octobre 2014 à mai 2016.
- Professeur **Dodzi Komla KOKOROKO**, Président de l'Université de Lomé : de mai 2016 à septembre 2023.
- Professeur **Adama Mawulé KPODAR**, Président de l'Université de Lomé : de septembre 2023 à septembre 2025

L'actuel Président de l'Université de Lomé est le Professeur **Kossivi HOUNAKE**. Il a pris fonction le 20 septembre 2025.

Les organes de gouvernance comprennent notamment :

- le Conseil d'administration
- le Conseil scientifique
- le Conseil pédagogique

L'Institution s'inscrit dans une dynamique de modernisation de sa gouvernance, axée sur :

- la planification stratégique
- la culture de la qualité
- la digitalisation des processus administratifs
- la transparence et la reddition de comptes
- le développement de partenariats structurants

5. Infrastructures et cadre de vie

Implantée sur un vaste domaine au cœur de Lomé, l'Université de Lomé dispose :

- de blocs pédagogiques et amphithéâtres
- de laboratoires spécialisés
- de bibliothèques
- de cités universitaires
- d'infrastructures sportives et culturelles

Elle s'engage progressivement dans l'amélioration du cadre de vie universitaire, à travers la rénovation des cités, l'aménagement paysager, la modernisation des espaces pédagogiques et le développement d'infrastructures sociales.

6. Partenariats et ouverture internationale

L'Université de Lomé entretient des partenariats avec :

- des Universités africaines, européennes, américaines et asiatiques
- des Institutions de Recherche
- des Organisations internationales
- le secteur privé

Elle est membre de plusieurs réseaux académiques régionaux et internationaux, notamment le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur, contribuant ainsi à l'harmonisation des standards académiques dans l'espace africain francophone.

7. Positionnement stratégique

L'Université de Lomé ambitionne de devenir :

- un pôle d'excellence scientifique en Afrique de l'Ouest
- un hub régional de formation professionnalisante
- un centre d'Innovation Technologique et entrepreneuriale
- un acteur clé du développement durable au Togo

Son Plan stratégique de développement 2026-2030 s'inscrit dans cette dynamique de transformation institutionnelle, avec un accent particulier sur :

- l'employabilité des diplômés
- la Recherche orientée vers les priorités nationales
- la coopération Université-entreprise
- l'inclusion sociale et l'amélioration de la vie universitaire

8. Rôle national

En tant que première Université publique du pays, l'Université de Lomé joue un rôle central dans :

- la formation des cadres supérieurs
- la production de l'expertise scientifique nationale
- l'appui aux politiques publiques
- la construction du capital humain togolais

Elle constitue ainsi un pilier stratégique du développement du Togo et un levier essentiel de souveraineté intellectuelle.

Présentation de l'Université de Kara

Deuxième établissement public d'Enseignement supérieur du Togo, l'Université de Kara a été créée par décret présidentiel n°99/011/PR du 19 janvier 1999 et a été officiellement ouverte le 23 janvier 2004 avec un effectif de 1537 étudiants. Elle a été successivement dirigée, depuis son ouverture, par cinq Présidents :

- Professeur **Aïssah Agbétra** (2004-2006) ;
- Professeur **Komi Paalamwé Tchakpélé** (2006-2016) ;
- Professeur **Komla Sanda** (2016-2023) ;
- Professeur **Kokou Tchariè** (2023-2025) ;
- Professeure **Prénam HOUZOU-MOUZOU** (depuis le 20 septembre 2025).

L'Université de Kara occupe deux sites, le campus Sud, situé à Kara dans les locaux de l'ex École Nationale des Instructeurs (ENI) et le campus Nord à Pya où de Nouvelles infrastructures académiques et pédagogiques modernes sont en construction. Le nombre d'étudiants inscrits à l'Université de Kara est d'environ 20600 étudiants.

➤ Facultés et instituts

Les formations sont dispensées aux étudiants dans cinq (05) facultés, deux (02) instituts, un (01) centre d'excellence et deux (02) Écoles doctorales à savoir :

- la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLESH)
- la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FaSEG)
- la Faculté de Droit et des Sciences Politiques (FDSP)
- la Faculté des Sciences et Techniques (FaST)
- la Faculté des Sciences de la Santé (FSS)
- l'Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture (ISMA)
- l'Institut de Formation en Sciences Pédagogiques et Administration Universitaire (ISPAU)

- le Centre d'excellence en protection durable des cultures (CeProDuC)
- École doctorale Sciences, Technologies, Ingénierie et Santé
- École doctorale Sciences de l'Homme, de la Société, Lettres, Langues, Art, Droit, Administration, Économie et Gestion.

➤ **Filières de formation**

Depuis l'année académique 2008-2009, l'Université de Kara s'est conformée aux standards internationaux en adoptant le système Licence- Master-Doctorat (LMD). Avec ses 22 ans d'expérience dans l'Enseignement supérieur, l'Université de Kara propose des offres de formation diversifiées, à caractère professionnel et adaptées aux exigences du monde contemporain.

Elle compte aujourd'hui 51 filières fondamentales de grades Licence et Master, 28 Licences professionnelles, vingt-deux (22) Masters professionnels, un (01) Doctorat nouveau régime, un (01) Doctorat d'exercice de la médecine, trois (03) certificats et trois (03) Diplômes d'études spécialisées (D.E.S) en médecine. A cela s'ajoutent quatorze (14) formations ouvertes et à distance (FOAD) dont quatre (07) certificats et sept (7) Masters professionnels.

➤ **Recherches scientifiques**

Sur le volet Recherche, l'ancrage et le développement des activités de Recherche se font avec la création des structures de Recherche orientées vers les domaines novateurs. Ainsi, 12 laboratoires et 29 équipes de Recherche ont été accrédités par l'Université de Kara. Ces laboratoires et équipes sont animés par des Enseignants-Chercheurs expérimentés. Le nombre d'Enseignants-Chercheurs ayant accédé aux différents grades du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) s'élève à 200 personnes. L'Université de Kara compte aujourd'hui 35 Professeurs Titulaires, 95 Maîtres de Conférences et 70 Maîtres-Assistants.

➤ Directions et services

Les activités de formation et Recherche sont menées essentiellement par les Enseignants-chercheurs dans les facultés et instituts. Aux côtés d'eux, le Personnel administratif, technique et de service (PATS) joue un rôle incontournable dans la gestion administrative et financière des directions et services. Ce personnel est estimé à 540 personnes. L'Université de Kara compte près d'une vingtaine de directions et services dont les principaux sont les suivants :

- Direction des Affaires académiques et de la Scolarité (DAAS),
- Direction des Ressources humaines (DRH),
- Direction du Centre des Oeuvres universitaires (D-COUK)
- Direction de la Recherche et de l'Innovation (DRI),
- Direction de la Coopération et des Partenariats (DCOP)
- Direction de la Planification, de la Prospective et de l'Évaluation (DPPE),
- Direction de Bibliothèque et des Archives (DBA),
- Direction de la Gestion du Domaine Universitaire (DGDU)
- Direction des Technologies de l'Information et de la Communication (DTIC),
- Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRPR),
- Service de Comptabilité Matière (SCM)
- Service d'Assurance Qualité Interne (SAQI),
- Service de la Gestion des Heures de Travail et des Missions d'Enseignement et de Travail (SGHTME)
- Etc.

➤ Services à la communauté

L'Université de Kara, c'est aussi un cadre de vie dynamique, inclusif et solidaire. A travers le Programme campus citoyen (P2C), l'Université de Kara est engagée dans le développement local et le bien-être de sa communauté. Grâce à l'initiative des Groupements de crédit communautaire de l'Université de Kara (G2C-UK), elle aide les

communautés à la base dans les régions septentrionales du Togo à l'éducation financière et à l'épargne pour soutenir leurs activités génératrices de revenus en application de la politique d'inclusion financière et sociale du gouvernement. Sur les trois régions septentrionales, l'Université dispose de 241 groupements de crédit communautaire.

L'Université de Kara, sous le leadership de sa Présidente, Professeure **Prénom HOUZOU-MOUZOU**, ambitionne d'être, à l'horizon 2030, une Université moderne, un véritable pôle d'expertise et de compétences, une Université résolument engagée sur la voie de l'excellence pour impacter davantage la vie sociale et économique du Togo. La dynamisation du réseau partenarial de l'Université, la promotion de la Recherche-action-développement, la poursuite de la professionnalisation des offres de formation et l'amélioration du cadre de travail et de vie des différents acteurs de la communauté universitaire constituent des défis à relever pour réaliser cette ambition institutionnelle.

PRÉSENTATION DU COMITÉ D'ORGANISATION DES JSDC-7

Dans le cadre de l'organisation de la 7^e édition des Journées Scientifiques du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (JSDC-7), il a été mis en place, au sein du Ministère de l'Éducation Nationale et du Ministère délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, un Comité d'organisation.

Ce Comité a pour mission de prendre toutes les dispositions nécessaires à la préparation, à la coordination et au bon déroulement de l'événement, en veillant à la rigueur scientifique, à l'efficacité organisationnelle et au respect des exigences protocolaires.

Afin d'assurer une gouvernance structurée et efficiente, le dispositif organisationnel repose sur trois instances : le Comité de supervision, le Comité de coordination et le Comité technique.

➤ **Comité de supervision**

Le Comité de supervision assure l'orientation stratégique et institutionnelle des JSDC-7.

Il est composé de :

- **M. Mama OMOROU**, Ministre de l'Éducation Nationale ;
- **Prof. Gado TCHANGBEDJI**, Ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

➤ **Comité de coordination**

Le Comité de coordination veille à la cohérence des actions engagées et à l'articulation entre les orientations stratégiques et leur mise en œuvre opérationnelle.

Il est composé de :

- **Prof. Kossivi HOUNAKÉ**, Président de l'Université de Lomé ;
- **Prof. Prénom HOUZOU-MOUZOU**, Présidente de l'Université de Kara ;
- **Dr Ama Dzifa GAMETI**, Directrice de cabinet du Ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

➤ **Comité technique**

Le Comité technique est chargé de la mise en œuvre opérationnelle et scientifique des Journées Scientifiques. Il coordonne les aspects académiques, organisationnels et logistiques de l'événement.

Il est composé de :

- **Prof. Essohanam BOKO**, Directeur de la Recherche et de l'Innovation de l'Université de Lomé, Président ;
- **Prof. Assogba GUEZERE**, Directeur de la Recherche et de l'Innovation de l'Université de Kara, Vice-président ;
- **Dr Sénamé Dodzi KOSSI**, Directeur National de la Recherche Scientifique et Technique au Ministère délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rapporteur.

Des sous-comités spécialisés ont également été constitués afin d'assurer une prise en charge efficace des différents volets de l'organisation :

- Sous-Comité Budget et Finances, Président **M. Yaovi GUIDIKOSSI**
- Sous-Comité Hébergement et Restauration, Président **Prof. Gbati NAPO**
- Sous-Comité Protocole, Accueil et Transport, Président **M. Komlan OFALEKE**
- Sous-Comité Communication et Visibilité, Président **Dr Anoumou AMEKUDJI**
- Sous-Comité Scientifique, Secrétariat, Renseignements et Programmation, Président **Prof. Amegnona AGBONON**
- Sous-Comité Santé, Sécurité et Salubrité, Président **Dr Hissogou BABADAKE**
- Sous-Comité Mobilisation des partenariats et expositions, Président **M.Koffi PATALE**

À travers cette organisation structurée, les autorités nationales réaffirment leur engagement à garantir le succès des JSDC-7, rendez-vous majeur de la coopération scientifique africaine et de la promotion d'une Recherche au service du développement durable du continent.

PROGRAMME DES ACTIVITÉS DES JSDC-7

Jour 1 : 9 mars 2026 (Palais des Congrès)

09 H 00 - 10 H 30	Cérémonie officielle d'ouverture (Port de la toge académique souhaité) Visite de stands de recherche et d'innovation
-------------------	---

Session plénière 1

11 H 00 - 13 H 00	Conférence ministérielle Thème : Harmonisation des politiques nationales de recherche, vers une Politique commune ambitieuse dans l'espace CAMES : Partage d'expériences et adoption de la Déclaration de la Politique commune de recherche du CAMES. Modérateur : Pr Octave Nicoué BROOHM (Ancien Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Togo) Panélistes : Ministres en charge de la Recherche de l'espace CAMES (Togo, Mali, Côte d'Ivoire, Guinée, Gabon, RDC, Madagascar)
-------------------	--

Session plénière 2

14 H 00 – 15 H 15	Panel 1 Thème : Le REDRIC, outil d'harmonisation des politiques et stratégies de recherche dans l'espace CAMES Modérateur : Pr Saïdou MADOUGOU (Directeur du Département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation de la CUA) Panélistes : DGRI/DRI (Bénin, Niger, Cameroun, Tchad, Togo)
15 H 15 – 16 H 30	Panel 2 Thème : Les CEDoC pour la redynamisation et l'harmonisation des écoles doctorales dans l'espace CAMES Modérateur : Pr Ange Antoine ABENA (Président de l'Université Denis Sassou Nguesso – Congo) Panélistes : Responsable des Ecoles Doctorales (Sénégal, Madagascar, Togo, RDC, Congo, Côte d'Ivoire)

Session plénière 3

16 H 45 – 18 H 00	Panel 3 Thème : Quelle stratégie pour une mobilisation et une implication du secteur productif et de la diaspora africaine dans la Recherche, l'Innovation et le Développement dans l'espace CAMES ? : vers une opérationnalisation des PRIDE-CAMES Modérateur : Prof. Christian AGBOBLI (Vice-Président recherche, direction scientifique du Fonds de recherche du Québec - Canada) Panélistes : Chambre de Commerce et d'Industrie/Patronat du Togo, Prof. Henri Assogba (diaspora Canada), Dr Martin YELKOUNI (diaspora France), Pr Akim ADEGNKA (diaspora Allemagne), BOAD, BAD
-------------------	--

Jour 2 : 10 mars 2026 (Université de Lomé)

Session plénière 4

8 H 30 – 9 H 45	Panel 4 Thème : Stratégie de Développement des Agences Nationales de Valorisation de la Recherche dans l'espace CAMES Modératrice : Pr Isabelle GLITHO (Doyenne Honoraire de la Faculté des
-----------------	--

	Sciences de l'Université de Lomé) Panélistes : IRD, Agence Congo, Agence Burkina Faso, CEDEAO, OAPI
9 H 45 – 11 H 00	Side event Thème : Édition scientifique et lancement du CODEX Modérateur : Pr Koffi AKPAGANA (Ancien Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Togo) Panélistes : Revue RAMRes, Journal de la SOACHIM, Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé, Coalition CAMES/UNESCO/IRD Science ouverte, CTVR, CAMES
11 H 00 – 13 H 00	Session Posters - Stands d'exposition sur la Recherche et l'Innovation
14 H 00 – 16 H 00	Sessions parallèles des travaux de Programmes thématiques de recherche du CAMES (PTR)
Jour 3 : 11 mars 2026 (Université de Lomé)	
8 H 30 – 16 H 00	Sessions parallèles des travaux de PTR
16 H 15 – 17 H 00	Sessions parallèles des travaux de PTR (Bilan et perspectives de restructuration des PTR en PT Recherche Innovation et Développement, Fin)
Jour 4 : 12 mars 2026 (Palais des Congrès)	
11 H 00 – 13 H 00	Cérémonie de clôture (Port de la toge académique souhaité) Cérémonie de décoration dans l'OIPA/CAMES

REDRIC : Réseau des Directeurs chargés de la Recherche et de l'Innovation du CAMES

CUA : Commission de l'Union Africaine ; **DGRI/DRI** : Directeurs chargés de la Recherche et de l'Innovation

CEDoC : Collèges d'Écoles Doctorales du CAMES

PRIDE-CAMES : Pôles de compétences en Recherche, Innovation et développement du CAMES

CTVR : Comité Technique de vérification des Revues ; **CODEX** : Base d'indexation des revues du CAMES

PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DES PRINCIPAUX INTERVENANTS DANS LES PANELS

PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

Nom	Intitulé
Pr Kokou TCHARIE, Président	Président honoraire de l'Université de Kara (Togo)
Pr Arona DIEDHIOU, VicePrésident	Directeur de Recherches IRD (France)
Pr Saidou MADOUGOU	Directeur du Département Éducation, Science, Technologie et Innovation de la Commission de l'Union Africaine (Éthiopie)
Dr (MC) Ardjoun Khalil DJALAL	Enseignante à l'Institut National des Sciences et Techniques d'Abéché - INSTA (Tchad)
Prof. Christian AGBOBLI	Vice-Président Recherche, Direction scientifique du Fonds de Recherche du Québec (Canada)
Pr Saturnin ENZONGA YOCA	Directeur des Programmes en charge de l'Assurance Qualité, de la Recherche et du partenariat du CAMES
Prof. Heri Lisy Tiana RANARIJAONA	Directrice de l'École Doctorale écosystèmes naturels EDEN à l'Université de Mahajanga (Madagascar)
Pr Rokia SANOGO	Coordonnatrice du Programme Thématique de Recherche – Innovation – Développement (PTR-ID) Pharmacopée et Médecine Traditionnelle Africaine du CAMES (Mali)
Pr Ange Antoine ABENA	Président de l'Université Denis Sassou Nguesso (Congo)
Pr Aminata NANG DIENE	Ancienne Rectrice par intérim de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
Dr Kathrin KNODEL	Responsable de Programmes à la Fondation Allemande pour la Recherche - DFG (Allemagne)

PRÉSENTATION DES PANÉLISTES

PANEL 1: Le REDRIC, outil d'harmonisation des politiques et stratégies de Recherche dans l'espace CAMES

Modérateur: Pr Saidou MADOUGOU, Directeur du Département de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation de la Commission de l'Union Africaine.



Pr Clément AGBANGLA / Bénin

Le Professeur Clément AGBANGLA est une figure éminente de la Recherche scientifique, reconnue pour son expertise en génétique et en biotechnologies. Professeur Titulaire des Universités du CAMES, il exerce à la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), au sein du Département de Génétique et des Biotechnologies, où il dirige l'Unité de Génétique Moléculaire et d'Analyse des Génomes. Spécialiste des marqueurs génétiques moléculaires, ses travaux portent sur la caractérisation génétique moléculaire du vivant et des virus, sur les tests d'ADN, sur l'analyse des génomes et sur la prévention de la survenue des maladies auxquelles sont prédisposés les êtres humains.

Au-delà de ses activités académiques et de Recherche, le Professeur AGBANGLA Clément assume d'importantes responsabilités institutionnelles. Il est l'actuel Directeur Général de la Recherche scientifique et de l'Innovation de la République du Bénin au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; il est le Président du Conseil d'Administration de la Société Africaine de Génétique (SAGE), le Directeur du Laboratoire National de Biosécurité et joue un rôle clé dans le débat national sur les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et la mise en oeuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Il est membre du Conseil d'administration de plusieurs

Institutions dont celle de la Sèmè City Institute of Technology and Innovation. Auteur de plus de 229 publications scientifiques, il est un acteur majeur de la communauté scientifique béninoise et une référence dans le domaine de la génétique et de la biosécurité en Afrique.



**Dr (MC) Aichatou ASSOUMANE
AMADOU / Niger**

Dr Aichatou Assoumane est Maître de Conférences en Génétique et gestion de la biodiversité végétale à l'Université Abdou Moumouni au Niger. Elle est la Directrice Générale de la Recherche et de l'Innovation Technologique au Ministère nigérien de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Technologique. Elle est également la Coordinatrice Générale de la SFR RACINES (Structure Fédérative de Recherche – Résilience des Agroécosystèmes face au Climat et Intensification Ecologique au Sahel), qui est un consortium de 17 Institutions de recherche et plus de 200 Chercheurs nigériens et internationaux. A ce titre, elle coordonne plusieurs projets de Recherche dans le domaine. Elle a servi comme Chercheure associée au CORAF et à l'IRD et, elle est membre du CCG du CAMES depuis 2025. Elle dirige actuellement des travaux de recherche sur l'exploitation de la diversité génétique et la gestion durable de plusieurs espèces végétales d'intérêt agro écologique et économique au Sahel, en collaboration avec différents Institutions, acteurs sociaux et disciplines scientifiques. Elle a publié dans des revues scientifiques de références dont *Nature*, *Molecular Ecology Resources*, *Tree Genetics and Genomes*, *Genetics Ressources and Crop Evolution*.



Prof. Joël Narcisse MEYOLO / Cameroun

Prof. Joël Narcisse MEYOLO est Professeur Titulaire en Histoire depuis 2024. Il est spécialiste de l'histoire parlementaire et titulaire d'un Doctorat obtenu à l'Université de Maroua en 2014. Il officie comme Chef de Division de la Recherche et de la Coopération Universitaires au Ministère de l'Enseignement supérieur du Cameroun. Il est auteur d'une

vingtaine d'articles et de deux (2) ouvrages portant pour l'essentiel sur l'histoire, les procédures et les pratiques parlementaires. Depuis janvier 2023, il est fondateur et Directeur du Centre de Recherche en Histoire.



Dr (MC) Dangbet ZAKINET / Tchad

Dr (MC) Dangbet ZAKINET est le Directeur de la Recherche Scientifique et de la Coopération au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle de la République du

Tchad. Il est Enseignant-Chercheur à l'Université de N'Djaména, Maître de Conférences CAMES, Spécialiste du pastoralisme et des conflits pour l'accès aux ressources.



Dr Sénamé Dodzi KOSSI / Togo

Dr Sénamé Dodzi KOSSI est le Directeur national de la Recherche scientifique et technique au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Togo depuis janvier 2024.

Titulaire d'un doctorat (PhD) en sociologie du développement soutenu en 2014 à l'Université de Lomé, il cumule plus de seize années d'expérience dans la gouvernance de la Recherche, l'élaboration de politiques publiques et la coordination de projets scientifiques nationaux et internationaux. Il a exercé pendant près de quinze ans en qualité de Chercheur, puis chef division recherche à l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), contribuant à la production Scientifique, à la conduite de projets de recherche et à l'encadrement académique. Il y a également assumé des responsabilités éditoriales, notamment en tant que coordonnateur des activités d'édition de la revue *Études Togolaises : Revue togolaise des sciences*, participant ainsi au rayonnement et à la valorisation de la production scientifique nationale. Dr KOSSI représente le Togo auprès de plusieurs instances régionales et internationales intervenant dans le domaine de la science, de la technologie et de l'Innovation, notamment la CEDEAO, l'UEMOA, l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD, l'UNESCO, l'AUF, le SGCI. À ce titre, il contribue aux processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'harmonisation des politiques et stratégies de Recherche aux niveaux régional et continental. Ses travaux et engagements portent particulièrement sur la structuration des systèmes nationaux de Recherche, la valorisation des résultats scientifiques, l'Assurance Qualité et le développement de partenariats stratégiques.

PANEL 2 : Les CEDoC pour la redynamisation et l'harmonisation des Écoles Doctorales dans l'espace CAMES

Modérateur : Pr Ange Antoine ABENA, Président de l'Université Denis Sassou Nguesso (CONGO)



Pr Etienne NGUIMBI, MD, PhD / Congo

Professeur Etienne NGUIMBI est Professeur Titulaire CAMES en Microbiologie, Biochimie, Biologie Moléculaire et Bioinformatique. Il est le chef du Département des Formations doctorales au sein de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville en République du Congo. Il est par ailleurs le Directeur Scientifique de l'Institut National de Recherche en Sciences Naturelles et exactes du Ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique de la République du Congo. Pr Etienne NGUIMBI est membre de la Société Française de Microbiologie.



Pr Ngalla DJITTE / Sénégal

Ngalla DJITTE est Professeur Titulaire des Universités en Mathématiques. Il est titulaire d'un DEA de Mathématiques à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal, d'un Diplôme (Master) de Mathématiques Pures, International, du Centre for Theoretical Physics (ICTP) à Trieste en Italie, et a soutenu une Thèse de Doctorat de Mathématiques à l'Université Paris-Dauphine de Paris en France.

Il est le Directeur de l'École Doctorale des Sciences et des Technologies de l'Université Gaston Berger de Saint- Louis au Sénégal, depuis 2020. Ngalla

DJITTE est membre du Conseil d'Administration de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis (UGB) depuis 2020, membre représentant le Sénégal au Comité Technique Spécialisé (CTS) Maths Physique Chimie (MPC) du CAMES depuis 2021, et Président dudit CTS depuis 2024. Il est également membre du Conseil Académique de AIMS-Sénégal, Membre du Conseil Académique de l'African University of Sciences and Technologie (Abuja, Nigéria). Les domaines de recherche de Ngalla DJITTE tournent autour des Systèmes Différentiels Extérieurs, de l'Analyse Fonctionnelle, de la Théorie des Opérateurs, des Méthodes Itératives, de l'Optimisation, des Équations Intégrales, des Équations aux Dérivées Partielles. Professeur DJITTE est auteur et co-auteur d'une cinquantaine de publications scientifiques dans des revues internationales. Par ailleurs, il est auteur d'un excellent livre de Recherche : *Recent Developments on Iterative Methods for Nonlinear Equations*, publié en 2021. Professeur Ngalla DJITTE capitalise plus de vingt-cinq ans d'expérience dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, aussi bien au niveau national, sous-régional qu'au niveau international. Professeur Ngalla DJITTE a été admis au grade de Chevalier dans l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES.



Pr Niamké Lamine Sébastien AHONZO / Côte d'Ivoire

Professeur Sébastien Niamké AHONZO est le Directeur de l'École Doctorale de Biologie – Environnement – Santé de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Il est Chercheur spécialisé en Biochimie et Biotechnologie Agroalimentaire. Ses domaines d'intervention sont la biochimie, la biotechnologie,

l'agroalimentaire, la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle. Président de la commission CAMES de l'Unité de Formation et Recherche Biosciences de l'Université, il est Professeur des Universités depuis 2011.

Il a dirigé 41 thèses de Doctorat Unique et plus de 60 mémoires de DEA et Masters de Recherche. Il a à son actif plus de 300 articles scientifiques à comité de lecture publiés dans des revues internationales indexées et/ou impactées. Sa riche expérience professionnelle lui a permis d'endosser différents postes aux niveaux national et régional au sein de projets ou d'organisations régionales et internationales (PAM, CEDEAO).



Prof. Heri Liszy Tiana RANARIJAONA / Madagascar

Heri Liszy Tiana RANARIJAONA est la Directrice de l'École Doctorale Écosystèmes Naturels (EDEN) à l'Université de Mahajanga Madagascar. Ancienne Directrice Générale de la Recherche scientifique au sein du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de Madagascar, elle est spécialisée en Ethnobotanique – Hydrobiologiste.

Elle est membre du Comité Régional Économique et Scientifique (CRES) de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien à l'Agence Universitaire Francophone (AUF), membre de bureau du Réseau des Universités Francophones Responsables et Inclusives ou RUFRI – AUF, présidente fondatrice du Jardin Botanique Éducatif à l'Université de Mahajanga réputé dans la collection de plantes médicinales traditionnelles.

Prof. Heri Liszy Tiana RANARIJAONA dirige trois projets Erasmus+ financés par l'Union européenne. Le premier sur le renforcement de capacités des doctorant.es et des encadrant.es pour l'employabilité est un projet Erasmus+ **Hayka** coordonné par l'Université de Montpellier et l'IRD en partenariat avec l'Université de Mons Belgique et avec neuf Écoles Doctorales Malagasy. Le deuxième projet est relatif au renforcement de capacités et à la transformation numérique en Afrique et

est intitulé projet **DigitAfrica**. Il est coordonné par l'Université de Tunis El Manar en Tunisie et en partenariat avec l'Université de Côte d'Azur Nice France, l'Université des îles Baléares en Palma Majorque Espagne, l'Université Koffi Annan de Guinée, l'Université de Strathmore Kenya, l'Université de Mercure International de Guinée Conakry. Et enfin le troisième projet est le Réseau académique pour la valorisation des Enseignants intitulé Projet **Ravenala**. Il est coordonné par l'Université d'Angers et l'Université de Louvain en partenariat avec l'Université Antsiranana (Madagascar) et l'Université des Comores. Elle est également le Point focal régional du programme Sud Expert Plantes Développement Durable faisant participer 22 pays dans le Sud (2016-2020).



Pr Akoété Ega AGBODJI / Togo

Professeur AGBODJI est un Économiste de formation. Il est détenteur d'un Doctorat en Sciences Économiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Sur le plan professionnel, M. AGBODJI est un Enseignant-chercheur à l'Université de Lomé avec le grade de Professeur Titulaire des Universités. Il a occupé différentes fonctions universitaires jusqu'à présent. En effet, M. AGBODJI est l'actuel Directeur de l'École Doctorale Droit-Économie- Gestion de l'Université de Lomé depuis 2020. Auparavant, il a occupé le poste de doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de gestion de ladite Université. Dans le cadre de ses activités de Recherche, le Professeur AGBODJI a effectué différents travaux de modélisation macroéconomique tant en équilibre général calculable qu'en équilibre partiel. A son actif, on compte plusieurs publications scientifiques dans le champ de l'Économie Publique notamment les Analyses économiques des politiques publiques.

PANEL 3 : Quelle stratégie pour une mobilisation et une implication du secteur productif et de la diaspora africaine dans la Recherche, l'Innovation et le développement dans l'espace CAMES ? : vers une opérationnalisation des PRIDE-CAMES

Modérateur: Prof. Christian AGBOBILI, Vice-Président Recherche, Direction scientifique du Fonds de Recherche du Québec (Canada)



Prof. Henri ASSOGBA / CANADA

Henri Assogba est Professeur titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval (Québec – Canada). Titulaire d'un Doctorat en sciences de l'information et de la communication obtenu à l'Université de Lyon (France), M. ASSOGBA est également Professeur associé à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval. Depuis 2022, il dirige le Centre interdisciplinaire de Recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM). Collaborateur de la Chaire de Recherche sur la démocratie et les Institutions parlementaires, M. ASSOGBA est également membre du Groupe international de recherches et d'études sur la radio (GRER). Ses recherches portent, entre autres, sur les médias et la démocratie en Afrique, les mutations des pratiques journalistiques, les journalismes spécialisés avec un intérêt marqué pour le traitement médiatique des thématiques environnementales. Membre du comité de rédaction des revues scientifiques *Communication*, *Les Cahiers du journalisme* et de l'information et *RadioMorphoses*, M. Assogba a publié de nombreux articles et ouvrages scientifiques. Il a récemment dirigé un ouvrage collectif sur *La radio dans l'univers audio : adaptations et mutations* (paru en avril 2025 aux Presses de l'Université Laval).



Dr Martin YELKOUNI / France

Martin YELKOUNI est Docteur en économie du développement de l'Université Clermont Auvergne (France) et spécialisé en économie de l'environnement et des ressources naturelles. Titulaire d'une Habilitation à Diriger les Recherches (HDR) de l'Université Paris 8, il mène des travaux, entre autres, sur la gouvernance des ressources naturelles, l'économie du climat et de la biodiversité, la gestion des déchets, de l'eau... Il est le Directeur Général de l'Institut d'Appui au Développement (IAD), un organisme international, de conseil, d'expertise et de formation dédié au développement durable et de la bonne gestion de l'environnement. L'IAD s'appuie sur un réseau international d'experts, de professionnels et d'universitaires de haut niveau en Afrique, en Europe et au Canada, mobilisés de manière concertée pour fournir des expertises de qualité. Fort d'une expérience dans l'Enseignement supérieur et la Recherche depuis 2003, Martin YELKOUNI est également professeur associé dans plusieurs Universités en France et en Afrique. De 2011 à 2021, il a été le Directeur du département Environnement de l'Université Senghor (Égypte).



DR (Directeur de Recherche) Ayola Akim ADEGNIKA / ALLEMAGNE

Le Professeur Ayola Akim ADEGNIKA est professeur à l'Université de Tübingen, en Allemagne, et Directeur de Recherches (CAMES) au Centre de Recherches Médicales de Lambaréné (CERMEL), au Gabon. En outre il est le Directeur du CERMEL. Immuno-épidémiologiste et clinicien, il est spécialisé dans les maladies infectieuses et ses Recherches portent sur les essais cliniques, des agents anti-infectieux, les vaccins, ainsi que l'épidémiologie et l'immunologie des maladies infectieuses (paludisme, tuberculose,

helminthoses) et de la résistance aux antimicrobiens. Il contribue activement à la santé mondiale par ses publications dans des revues scientifiques de référence et par son rôle de conseiller auprès des autorités sanitaires nationales et régionales de même que la formation des jeunes chercheurs et étudiants, de par le monde. A ce jour, il est auteur et co- auteur de plus de 300 manuscrits, et porteur de projets de Recherches innovantes tous financés à l'international.



Dr Kwassi SYMENOUEH / CCIT

Dr SYMENOUEH Kwassi est l'actuel Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (depuis août 2024). Juriste à l'origine, et expert aussi bien en transport maritime qu'en assurance, il est nanti d'une maîtrise de droit des affaires obtenue à l'École Supérieure d'Administration et de Carrière Juridique (ESACJ) de l'Université du Togo, d'un DESS de droit maritime et des transports de

l'université d'Aix-en- Provence, d'un diplôme de l'institut des assurances d'Aix-en-Provence puis d'un doctorat de droit maritime et des transports à l'Université d'Aix- Marseille. Juriste-Assureur, il a dirigé pendant 23 ans des compagnies d'assurances connues du marché togolais : C2A qui l'a embauché en 1989, GTA- C2A, et NSIA dont il a été le promoteur en 2005 et Directeur Général jusqu'en 2016. M. SYMENOUEH n'est pas seulement entrepreneur dans les assurances, il l'est également dans la formation étant le fondateur depuis 2010 du prestigieux Institut Supérieur de Droit et d'Interprétariat (ISDI), une Université privée post baccalauréat qui forme d'éminents juristes au Togo. Leader chevronné du secteur privé, M. SYMENOUEH participe beaucoup aux questions touchant le développement et la promotion de ce secteur. A ce titre, il a été : Président des courtiers d'assurances du Togo (FETAC); et est à ce jour : Président d'honneur de l'association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) ; Conseiller

économique et Financier du Conseil National du Patronat (CNP) ; et administrateur de plusieurs sociétés (OAM, SAFER). Détenteur de plusieurs distinctions honorifiques, il fut en l'occurrence élevé au grade d'Officier de l'Ordre du Mono en 2008 par le Chef de l'État togolais.



Pascal YEMBILINE / BAD

Pascal YEMBILINE est un dirigeant expérimenté de la Banque Africaine de Développement (BAD), cumulant plus de vingt ans d'expertise dans la gestion de portefeuilles, la coordination de stratégies pays et l'appui au développement économique en Afrique centrale, occidentale et orientale. Responsable Pays au Togo, après avoir exercé au même poste au Burkina Faso et au Burundi, il pilote des équipes multidisciplinaires, renforce le dialogue stratégique avec les gouvernements et partenaires, et conduit des programmes d'impact dans des contextes souvent fragiles.

Économiste chevronné, il a conçu et mis en œuvre plus de treize stratégies pays, contribué à la relance de la coopération de la BAD en République du Congo, et accompagné la transformation économique de pays comme la Côte d'Ivoire, le Gabon et la Guinée Équatoriale. Son leadership opérationnel a permis d'améliorer significativement la performance des portefeuilles, notamment en ramenant les projets à risques à 0% et en mobilisant d'importants financements, dont 400 millions d'UC (soit environ 465 824 000) d'euros pour le Burkina Faso.

Avant la BAD, il a occupé plusieurs postes de direction à la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) dans les domaines macroéconomique, monétaire et de la balance des paiements. Marié et père de trois enfants, il est titulaire d'un Master en économie internationale, il

est reconnu pour son sens stratégique, sa capacité à mobiliser les parties prenantes et son engagement pour un développement durable et inclusif du continent africain.

PANEL 4: Stratégie de développement des Agences Nationales de Valorisation de la Recherche dans l'espace CAMES

Modérateur: Pr A. Isabelle GLITHO, Doyenne Honoraire de la Faculté des Sciences de l'Université de Lomé



Dr Roland KOUAKOU / CEDEAO

Dr Roland KOUAKOU est l'actuel Directeur du département Éducation, Sciences et Culture à la Commission de la CEDEAO depuis 2024. Docteur en Chimie, spécialisé en chimie-physique, il est également titulaire d'un MBA international de Paris (Paris Dauphine et Paris 1 Panthéon-Sorbonne) en stratégie et organisation des entreprises. Il est aussi titulaire de deux masters : l'un en gestion des sciences de l'environnement, option chimie de l'eau, de l'Université d'Abobo-Adjamé (Côte d'Ivoire), et l'autre en gestion et organisation des entreprises de l'INTEC (Réseau RAMEGE). Il a suivi de nombreuses formations au Royaume-Uni, en Espagne, en Afrique du Sud, au Maroc, etc. Dr KOUAKOU a dirigé la division Sciences, Technologies et Innovation de la CEDEAO depuis 2008. Parmi ses réalisations, il a élaboré la Politique ouest-africaine en matière de science, de technologie et d'Innovation (ECOPOST), son plan d'action (2013-2017) qui vient d'être révisé en 2024, la directive sur la science, la technologie et l'Innovation, ainsi qu'un règlement relatif aux critères de sélection des centres d'excellence dans la région de la CEDEAO en 2012. De cette politique, il a mis en place

plusieurs programmes notamment le programme d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (PARI) qui vise à financer des laboratoires en vue de leur équipement par la création de consortiums de Chercheurs au niveau régional, le Forum Africain pour la Recherche et l'Innovation (FARI) qui s'est tenu en 2022 et 2025, le Réseau des Académies nationales des sciences de l'Afrique de l'Ouest (WANNAS). Au plan Africain, il a contribué à la mise en place de plusieurs programmes et projets, notamment le programme Africa Centre of Excellence de la Banque mondiale, le programme WASCAL, le programme d'Excellence de l'Union Africaine sur le Prix Kwamé NKRUMAH de la Femme Scientifique qui a distingué 14 femmes Scientifiques de la région. Il est aussi membre du Comité de l'élaboration de la STISA-2034. Il a publié plusieurs documents à l'interne de la Commission.

Avant d'intégrer la CEDEAO, il a été enseignant et ensuite directeur au Groupe ESAM, une École Supérieure d'Enseignement technique et professionnel en Côte d'Ivoire, en charge de nombreux domaines techniques (électronique, électrotechnique, chimie, microbiologie, informatique (matériel et logiciel), maintenance des Systèmes de Production, ingénierie, télécommunications, etc.). Il a suivi de nombreuses formations au Royaume-Uni, en Espagne, en Afrique du Sud, au Maroc, en Israël, au Nigéria, etc.



Dr (MC) Jean Jacques IRITIE BI GOLI / OAPI

M. Jean-Jacques IRITIE a intégré l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI, Cameroun) en tant que Chef de Service des Études et de la Prospective. Il est spécialisé dans l'analyse des politiques d'Innovation et de la propriété intellectuelle. Il a en charge le suivi des activités des Structures Nationales de Liaison avec l'OAPI dans les 17

États membres de l'Organisation. M. IRITIE est aussi un universitaire, titulaire d'un Doctorat en sciences économiques obtenu à l'Université Grenoble Alpes (France) et Enseignant-chercheur, Maître de Conférences rattaché à l'INP-HB de Côte d'Ivoire. Avant d'intégrer l'OAPI, M. IRITIE a été le Directeur du Département de Formation et de Recherche en Gestion, Commerce et Économie Appliquée (DFR GCEA) et Responsable Programme de Master Professionnel Ingénieur-Brevet de l'INP-HB en partenariat avec l'OAPI. Il a publié une quinzaine d'articles dans des revues académiques à comité de lecture et indexées.



Patrick Obel OKELI / Congo

M. Patrick Obel OKELI est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Agronome obtenu depuis 1995 à l'Institut Supérieur d'Agronomie Vassil KOLAROV de Plovdiv, Bulgarie. Formateur dans le domaine agricole (maraîchage, protection des végétaux, agroécologie), il est concepteur de programme de

formation (Ingénierie de la formation : PPO et Approche par Compétences), formateur dans le domaine de la conception et l'élaboration des projets d'intérêt économique et social. Il a occupé la fonction de

Conseiller Technique, chargé de la Recherche scientifique de quatre Ministres de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique successifs entre 2009 et 2019, puis Directeur de l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche - ANVAR (2019–2021). Il est actuellement le Directeur Général de l'Agence Nationale de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation (ANVI) depuis mars 2021.



Stéphanie DOS SANTOS / IRD

Stéphanie Dos Santos est la Représentante de l'Institut de Recherche pour le Développement au Bénin, Ghana, Nigéria et Togo, basée à Cotonou. Elle est sociologue et démographe à l'IRD, Directrice de Recherche, membre du Laboratoire Population Environnement Développement (LPED) de Marseille. Elle mène des recherches sur les conditions environnementales de vie des populations dans plusieurs villes ouest-africaines (Abidjan, Bamako, Dakar, Ouagadougou), et, ces derniers temps, sur les vulnérabilités face aux événements hydro-climatiques extrêmes, à partir d'une approche interdisciplinaire. Elle interroge également la fabrique des chiffres, et particulièrement les mesures d'un développement soutenable. Avant sa nomination au Bénin, Stéphanie Dos Santos a occupé le poste de conseillère scientifique "Villes durables" à la présidence de l'IRD (2021- 2025). Elle était notamment responsable de la Communauté de Savoirs IRD sur les villes durables au Sud. Cette dernière expérience a été particulièrement riche en termes de médiation scientifique et notamment de dialogues sciences-société, au travers de l'organisation et de la participation à de nombreux ateliers multi-acteurs sur la durabilité des territoires urbains à Abidjan, Dakar, Djibouti, Lomé, Mayotte et Tunis.



Dr Yabile Florence OUATTARA / Burkina Faso

Yabile Florence OUATTARA est Chargée de Recherche en socio-anthropologie du développement et Chercheure à l'Institut des Sciences des Sociétés (IN.S.S.) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina Faso. Elle collabore sur plusieurs projets / programmes de Recherche sur la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé, et l'éducation dans leurs aspects communautaires. Les recherches actuelles de Yabile Florence OUATTARA sont en lien avec le changement social et elle explore les thématiques de savoirs endogènes, d'adoption de savoirs alternatives genre sensible dans les chaînes de valeurs des filières racines et tubercules, le renforcement participatif des capacités communautaires au travers des plateformes d'innovation multi-acteurs. Elle est membre du Laboratoire de Recherche sur le Patrimoine et le Développement Durable (LR-PDD) de l'IN.S.S. du Laboratoire des analyses et des dynamiques sociales de développement (LADyD) de l'Université d'Abomey- Calavi (Bénin), et l'Institut de Recherche de l'agriculture biologique (FiBI /Suisse). Elle enseigne la sociologie du foncier au Centre universitaire de Ziniaré de l'Université Joseph Ki-Zerbo. Elle a à son actif un ouvrage, une dizaine d'articles scientifiques, une douzaine d'articles de vulgarisation et une vingtaine de communications orales et sous forme d'affiches dans ces domaines.

Parallèlement à ses activités de Recherche, elle assure les fonctions d'archives et du suivi évaluation d'impact du Forum national de Recherche Scientifiques et Technologique (FRSIT) de l'Agence Nationale de Valorisation des résultats de Recherche et des Innovations de 2014 à 2022 . Depuis 2023 elle est en charge de la planification, du suivi et évaluation de la valorisation des technologies, inventions et innovation dans ladite agence.



Sébastien VELUT / IRD

Le Professeur Sébastien Velut est un ancien élève de l'École Normale Supérieure. Titulaire d'un Doctorat et d'une Habilitation à Diriger des Recherches en géographie, il a été élu à la Sorbonne nouvelle en 2009 où il a enseigné jusqu'en 2025. Pendant cette période, il a dirigé l'Institut des Hautes

Etudes de l'Amérique Latine, le Centre de Recherche et de Documentation des Amériques, une unité mixte de recherche CNRS-Sorbonne nouvelle- IRD ainsi que l'École Doctorale « Europe Latine Amérique Latine ». Il a également été Vice-président pour les affaires internationales de son Université et Directeur délégué aux Relations internationales de la COMUE Sorbonne Paris Cité. Articulant exigence de la Recherche, enseignement supérieur et relations internationales, il s'est attaché à faire de l'Université un lieu ouvert sur le monde. Ses recherches portent principalement sur la géographie politique en Amérique latine, avec une attention particulière portée à l'énergie et à l'environnement. Il est l'auteur d'une soixantaine d'articles et de plusieurs ouvrages, dont le manuel : *L'Amérique latine* (Armand Colin, 2022) et la direction du collectif *Luttes pour l'eau dans les Amériques* (Editions de l'IHEAL, 2022). En 2025, il rejoint l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour occuper les fonctions de Directeur de la Formation et du Renforcement des Capacités.

SIDE EVENT : Edition scientifique et lancement du CODEX

Modérateur : Pr Koffi AKPAGANA, ancien Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Togo



Pr Ali DOUMMA / CAMES

Ali DOUMMA est Professeur Titulaire des Universités du CAMES (CAMES-2016) en Entomologie/Protection des végétaux. Il occupe actuellement le poste de Directeur des Programmes chargé des Comités Consultatifs Interafricains (CCI), des Concours d'Agrégation et de l'Ordre International des Palmes Académiques (OIPA) du CAMES. Il est également le Secrétaire Permanent de la

Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI).

Il cumule plus de 26 ans d'expérience dans l'Enseignement supérieur et la Recherche en ayant occupé des postes de hautes responsabilités administratives au sein des Institutions universitaires nationales et internationales.

Il a occupé précédemment les fonctions de Secrétaire Général, de Directeur des Relations extérieures et de Chef du Service Central intérieur et des Affaires générales de l'Université Abdou Moumouni à Niamey (Niger), de Secrétaire permanent de la Conférence des Recteurs des Universités Publiques du Niger et de Conseiller technique du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Niger.

Au sein du CAMES, il fut Président du Comité scientifique des 6^{èmes} journées Scientifiques du CAMES (JSDC-6), Rapporteur général de la Commission ad hoc de réexamen du Guide d'évaluation des Enseignants-

chercheurs et Chercheurs du CAMES, Président de la Commission Institutionnelle Locale de vérification des dossiers des CCI et des Concours d'Agrégation du CAMES à l'Université Abdou Moumouni, Expert à l'évaluation des dossiers de candidatures aux Comités Consultatifs Interafricains (CCI) du CAMES, Expert du Comité Technique Spécialisé – Sciences Naturelles-Agronomie (SNA) du CAMES et Point focal CAMES de l'Université Abdou Moumouni.

Membre de plusieurs structures scientifiques, Pr Ali DOUMMA a participé au fonctionnement de plusieurs organes de gouvernance d'établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche. Il fut Membre du Comité scientifique ad hoc du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, membre du Conseil scientifique de l'Université Abdou Moumouni, membre du Conseil de l'Université Abdou Moumouni et Membre de la Cellule Assurance Qualité de l'Université.



Pr David BOA / Côte d'Ivoire

David BOA est Professeur Titulaire de Chimie, Spécialité : Thermodynamique et Thermique. Il est actuellement en fonction à l'Université Nangui Abrogoua (ex Université d'Abobo-Adjamé, Côte d'Ivoire). Il est Doyen Honoraire de l'Unité de Formation et de Recherche

Sciences Fondamentales et Appliquées (UFR SFA) de l'Université Nangui Abrogoua. Professeur BOA David est Chevalier dans l'ordre du mérite de l'éducation nationale de Côte d'Ivoire. Les domaines de compétences du Professeur BOA David englobent l'optimisation thermodynamique des systèmes polyconstitués et polyphasés par la méthodologie Calphad, la modélisation de la cinétique des réactions complexes et le génie des procédés. Professeur BOA David est membre du Comité québécois de la valorisation des publications scientifiques en français. Il est également le Rédacteur en Chef de la série “ Sciences des Structures et de la Matière” de

RAMReS éditée par la CRUFAOCI et sponsorisée par le CAMES. Cette série est indexée dans ISI et Scopus et référencée dans plusieurs bases (Google Scholar, Crossref, Mir@bel, OpenAlex, etc.).



Pr Yaovi AKAKPO / Togo

Yaovi AKAKPO est Docteur d'État en Épistémologie, histoire et philosophie des sciences. Il est Professeur Titulaire et doyen honoraire à l'Université de Lomé, où il dirige, actuellement, un programme de master en bioéthique et bien-être animal. Il y enseigne la philosophie des sciences et l'éthique de l'Enseignement et de la Recherche. Il a été Chercheur résident au Centre Alexandre Koyré, en 2011-2012 et à l'IEA de Nantes, en 2017-2018. Il est membre du Comité Technique de Vérification des Revues (CTVR) du CAMES, chargé du Comité Technique Spécialisé (CTS) Lettres et Sciences Humaines (LSH). Il a publié plusieurs ouvrages dont *L'horizon des sciences en Afrique* (Bern, Peter Lang, 2009), *Science et reconnaissance : entre la puissance et la solidarité* (Paris, Présence Africaine, Coll. Philosophie en toutes lettres, 2016), *Le Technocolonialisme : agir sous une tension essentielle* (Préface de Gilbert Hottois, Paris, L'Harmattan, 2019), *La science dans les traditions africaines* (Paris, L'Harmattan, 2024, traduction en Italien, 2025).



Pr Mohamed SEYNOU / Burkina Faso

Pr Mohamed SEYNOU est Enseignant – chercheur en Chimie minérale de l'Université Joseph KI ZERBO de Ouagadougou au Burkina Faso. Titulaire d'un Doctorat unique en chimie des matériaux obtenu en 2009, il s'intéresse particulièrement à la caractérisation et à la valorisation des ressources naturelles minérales

notamment les argiles dans la production de céramiques traditionnelles et techniques, dans la production d'éco-ciments de construction et dans la production de matériaux supports de traitement des eaux.

Maitre-Assistant en 2011, il est promu Maître de Conférences en 2015 avant d'être inscrit sur la Liste d'Aptitudes aux Fonctions de Professeur Titulaire en 2021.

Depuis 2015 il enseigne les cours de méthodes de caractérisation des matériaux, le cours de spectroscopie des Rayons X et le cours de liants minéraux. Nommé premier Directeur général adjoint chargé des affaires académiques de l'École Polytechnique de Ouagadougou en 2018, il a pris une part active à la mise en œuvre de cette école d'excellence de formation des ingénieurs de conception. Depuis juin 2023 il est le Directeur général de cette école. Auteur de plus d'une soixantaine de publications dans des revues scientifiques internationales, Pr Mohamed SEYNOU a encadré quatre masters, quatre thèses de doctorat unique et a participé à l'encadrement de quatre autres thèses en chimie minérale.

Depuis 2009 il est membre actif de la Société Ouest Africaine de Chimie (SOACHIM). En 2011 il est Secrétaire Général de la SOACHIM section du Burkina avant d'être en 2015 et ce jusqu'à nos jours le Trésorier général de la SOACHIM internationale. Depuis 2011, il est assistant d'édition du Journal de la Société Ouest-Africaine de Chimie. Convaincu que la Recherche est l'un des piliers du développement socio-économique, il œuvre à l'animation scientifique des journées scientifiques et du journal de la SOACHIM. Il est Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques.



Jean Christophe DESCONNETS /IRD

Ingénieur de Recherche et spécialiste en géomatique à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Jean-Christophe Desconnets est titulaire d'un Doctorat en sciences de l'eau et d'un diplôme en informatique appliquée aux organisations, ce qui lui confère une double compétence approfondie dans les sciences environnementales et les technologies de l'information. Il a notamment contribué à

la conception, à l'architecture et à la mise en œuvre d'infrastructures de données ouvertes, dans le cadre de projets internationaux d'observation de la Terre et de systèmes d'information géographique. Il a également contribué à la conception de l'infrastructure de données des sciences de la Terre, Data Terra, et à la définition de la plateforme nationale de données ouvertes Recherche Data Gouv. Depuis 2020, il occupe le poste de Directeur de la Mission pour la Science Ouverte à l'IRD. Dans ce cadre, il pilote des initiatives visant à promouvoir l'ouverture et le partage des productions scientifiques, en particulier dans les pays du Sud. Il a notamment été à l'origine du lancement de l'entrepôt de données DataSuds, une plateforme conçue pour assurer la préservation, l'accès et la réutilisation des données de recherche produites par l'IRD et ses partenaires, ainsi que de la politique pour une science ouverte et partagée de l'IRD (2021) et de la politique de libre accès aux publications (2024). Il s'engage également en faveur de la formation et de l'accompagnement des chercheurs en matière de gestion des données, ainsi que de la promotion des principes FAIR qui sous-tendent le partage, l'ouverture et la réutilisation des données au sein des infrastructures de données ouvertes.



Pr Essohanam Boko / Togo

Le Professeur Essohanam BOKO est un chirurgien spécialisé en ORL et en chirurgie cervico-faciale. Il est Agrégé du CAMES et Professeur Titulaire à l'Université de Lomé. Chef du Service d'ORL et de chirurgie cervico-faciale au CHU Campus de Lomé, il assure la prise en charge des pathologies ORL et cervico-faciales tout en encadrant les médecins en spécialisation. Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences de la Santé, il coordonne le Diplôme d'Études Spéciales (DES) en ORL et chirurgie cervico-faciale. Il est également responsable de l'enseignement de la méthodologie de la recherche et de la rédaction médicale à l'École des Assistants Médicaux de l'Université de Lomé.

Son engagement institutionnel s'est traduit par plusieurs responsabilités stratégiques, notamment en qualité d'Ancien Directeur adjoint de l'Information, des Relations Extérieures, de la Coopération et des Prestations de Services (DIRECOOPS). Il est actuellement Directeur de la Recherche et de l'Innovation (DRI), Directeur de publication de la revue Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé, et Président du Conseil de discipline de l'Université de Lomé. Sur le plan scientifique et associatif, il est ancien président de la société bénino-togolaise d'ORL et préside actuellement la Société Togolaise d'ORL et de chirurgie cervico-faciale. Le Professeur BOKO Essohanam est alumni des Universités de Lomé (Togo), d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Kassel (Allemagne), Tours et Bordeaux (France) et Columbia University Irving Medical Center de New York (Etats Unis), témoignant d'un parcours académique riche et ouvert à l'international. Il est auteur et co-auteur de plusieurs publications et directeur de plusieurs thèses et mémoires.

HISTORIQUE DE LA VILLE DE LOMÉ ET LES INTERVENTIONS DU TOGO EN DIPLOMATIE

Historique de la ville de Lomé

Lomé est une ville dont l'émergence moderne est étroitement liée au commerce côtier et aux dynamiques migratoires de la fin du XIX^e siècle. Bien avant d'être une capitale, l'espace qui deviendra Lomé se structure progressivement sur la frange orientale de l'ancienne Côte de l'Or, dans une zone d'échanges située entre la Volta et Aflao. À partir du milieu du XIX^e siècle, des commerçants africains s'y installent et développent des points de commerce actifs, alimentés par les échanges avec les navires européens. La présence missionnaire et les recompositions politiques sur la côte accélèrent ces mouvements. En 1853, l'Angleterre consolide son influence sur le littoral, puis, en 1855, met en place une politique douanière restrictive et des mesures qui bouleversent les circuits commerciaux. Cette pression pousse plusieurs acteurs du commerce interafricain à chercher des zones plus favorables, encore moins contrôlées.

C'est dans ce contexte qu'un pôle commercial décisif se met en place en décembre 1879 sur le littoral à l'Est d'Aflao. Autour de ce noyau, une agglomération se forme et s'étend : c'est l'origine de Lomé. La ville change ensuite de dimension avec l'installation coloniale allemande. En 1884, le protectorat allemand sur le territoire marque le début d'une nouvelle phase d'organisation administrative. Mais le tournant majeur intervient en 1897, lorsque Lomé est officiellement érigée en capitale politique et économique. La ville se restructure rapidement, un cadastre est levé, le centre urbain se dessine et l'urbanisation s'organise autour des fonctions de commerce, d'administration et de transport.

Au début du XX^e siècle, Lomé connaît une croissance démographique continue, portée par son statut et par sa fonction de porte d'entrée vers l'intérieur du pays. La population passe d'environ 3 000 habitants en 1900 à 4 000 en 1904, 6 000 en 1906, 8 000 en 1911, pour atteindre près de 10 000 habitants à la veille de la Première Guerre mondiale. Après la guerre, le

territoire change de statut et passe sous administration française. Lomé conserve son rôle de capitale, et l'urbanisme s'inscrit dans une continuité, les nouveaux administrateurs s'appuyant sur les orientations déjà tracées pour l'agrandissement de la ville.

Dans l'entre-deux-guerres, la ville se transforme par une série d'infrastructures et de travaux structurants. Une usine électrique est installée en 1927, un nouveau wharf est construit en 1928, des bâtiments administratifs sont rénovés entre 1929 et 1932, et un boulevard circulaire est aménagé entre 1932 et 1933, redessinant l'image urbaine. Malgré ces avancées, l'extension spatiale reste relativement lente jusqu'en 1939, freinée par les conjonctures internationales et les crises. La population, elle, continue d'augmenter. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Lomé comptait environ 15 000 à 20 000 habitants.

À partir des années 1940–1950, Lomé entre dans une phase d'essor beaucoup plus rapide. L'attractivité économique de la capitale, les besoins de main-d'œuvre, l'intensification des migrations internes et l'installation progressive de populations venues de diverses régions accélèrent l'urbanisation. En 1959, Lomé atteint environ 90 000 habitants, confirmant

son statut de principal pôle urbain du pays. Ainsi, de pôle commercial né à la fin du XIX^e siècle, Lomé devient en quelques décennies une capitale en pleine expansion, structurée par son rôle administratif, son ouverture sur le littoral et son rayonnement économique régional. **(Source: « Cheminement migratoire et identités dans les villes-capitales africaines : l'exemple de Lomé Togo de la période coloniale à 1981 »)**

À la découverte de Lomé et de ses environs

Lomé regorge de lieux incontournables où se mêlent culture, détente, histoire et artisanat. Que l'on soit amateur de plage, passionné de patrimoine ou simplement curieux de découvrir l'ambiance locale, la capitale togolaise offre une diversité d'espaces à explorer.

Voici une sélection de sites et d'endroits à visiter pour profiter pleinement de l'énergie et du charme de Lomé.

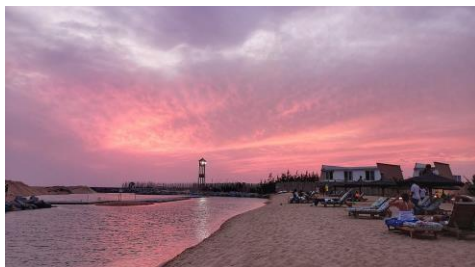
Eden Plage : restaurant & espace détente sur la plage, situé sur le Boulevard du Mono en bordure de la mer, non loin de l'hôtel Sarakawa.



Miadjoe : plage/hôtel situé près d'Aného, à l'est de Lomé. Parfait pour une escapade plus calme, loin de l'agitation du centre-ville.



Blue Turtle Bay : bar/restaurant et complexe balnéaire également sur le Boulevard du Mono, proche du port et de l'hôtel Sarakawa.



Palais de Lomé : Ancien palais des gouverneurs devenu centre d'art et de culture, situé sur l'avenue de la Marina.

Il accueille aujourd'hui les expositions, événements culturels et concerts dans un cadre chargé d'histoire.



Marché artisanal de Lomé : Situé près du grand marché, ce lieu regroupe des artisans locaux proposant sculptures, tissus, batiks et objets d'art togolais. Un passage incontournable pour découvrir le savoir-faire local et rapporter un souvenir authentique.



Quelques interventions majeures du Togo en diplomatie internationale

Le Sommet de Lomé sur la sécurité maritime (2017)

En octobre 2017, Lomé a accueilli le Sommet extraordinaire de l'Union africaine consacré à la sécurité maritime et au développement en Afrique. Cette rencontre de haut niveau a réuni les chefs d'État et de gouvernement autour d'un enjeu stratégique majeur : la sécurisation des espaces maritimes africains, notamment dans le Golfe de Guinée, alors fortement touché par la piraterie et les trafics illicites. Les travaux ont abouti à l'adoption de la Charte de Lomé, instrument juridique continental visant à renforcer la coopération entre États en matière de sûreté maritime, de protection des ressources et de gouvernance des espaces marins.

Les médiations régionales en Afrique de l'Ouest

Au cours des dernières années, le Togo s'est illustré par une diplomatie de médiation active au sein de l'espace ouest-africain. Sous l'impulsion du Président du Conseil, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, le pays a été sollicité à plusieurs reprises par la CEDEAO pour faciliter le dialogue dans des contextes de transition politique sensibles. À la suite du coup d'État en Guinée en 2021, le Togo a contribué aux discussions relatives au calendrier de transition et au retour à l'ordre constitutionnel. De même, dans les tensions opposant le Mali à la CEDEAO en 2022, Lomé a servi de canal diplomatique discret, favorisant l'apaisement et la reprise du dialogue. Cette approche privilégie la concertation, la négociation et la recherche de compromis durables plutôt que la confrontation.

La contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies

L'engagement diplomatique du Togo ne se limite pas aux initiatives politiques. Il se traduit également par une participation concrète aux missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Des contingents togolais ont été déployés dans plusieurs théâtres d'opération, notamment au Mali dans le cadre de la MINUSMA et en République

centrafricaine. Par cette contribution, le Togo assume une responsabilité directe dans la stabilisation des zones de conflit et la protection des populations civiles. Cette présence sur le terrain confère une dimension opérationnelle à sa diplomatie et renforce sa crédibilité en matière de sécurité internationale.

La diversification des partenariats internationaux

Sous la conduite de son Ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, le Togo a engagé une stratégie de diversification de ses partenariats. Cette orientation se traduit par le renforcement des relations avec l'Asie, le Moyen-Orient et les puissances émergentes, tout en maintenant des liens solides avec l'Europe et les organisations multilatérales. Cette diplomatie d'ouverture vise à accroître les opportunités économiques, attirer les investissements et inscrire le pays dans une dynamique multipolaire. Elle s'appuie sur la stabilité institutionnelle du Togo et sur son positionnement comme espace de dialogue en Afrique de l'Ouest.

Lomé, plateforme panafricaine de dialogue

L'accueil du 9^e Congrès panafricain à Lomé, en décembre 2025, a confirmé le rôle croissant de la capitale togolaise comme plateforme intellectuelle et diplomatique. Cette rencontre a rassemblé responsables politiques, chercheurs et membres de la diaspora africaine autour des enjeux d'intégration continentale et de gouvernance mondiale. En abritant ce type d'événements, le Togo a renforcé son image de pays ouvert, engagé dans les débats stratégiques africains et disposé à offrir un cadre propice au dialogue.

PRÉSENTATION DES SPONSORS

À propos de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo)

Institution majeure du développement économique national, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) est un établissement public à caractère professionnel placé sous la tutelle du Ministère en charge du Commerce et du Contrôle de la qualité. Elle est dirigée par une assemblée consulaire composée de chefs d'entreprise élus, issus des secteurs du commerce, de l'industrie et des services. L'actuel président de la CCI-Togo est Dr José Kwassi SYMENOUEH. Interface entre le secteur privé togolais et les pouvoirs publics, la CCI- Togo a pour missions de :

- Représenter et promouvoir les entreprises des secteurs du commerce, de l'industrie et des services ;
- Accompagner les opérateurs économiques à travers l'information, la formation, la promotion, l'appui-conseil, ainsi que la facilitation des échanges et du transport ;
- Gérer des infrastructures économiques collectives, notamment des gares routières et autres équipements structurants.

Parmi les services stratégiques qu'elle offre figure l'Unité d'Implémentation des Résultats de Recherche et d'Innovation (UIRRI), dédiée à la valorisation, à l'exploitation et à la transformation des résultats de la recherche et des innovations en produits et services marchands.

Sponsor officiel des 7^e Journées Scientifiques du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), la CCI-Togo organise la première édition de la Foire des Inventions et Innovations du Togo (F2i-Togo), du 9 au 13 mars 2026 à l'Université de Lomé, afin de promouvoir les innovations togolaises et de favoriser leur intégration dans les chaînes de valeur économiques.

Au programme : des expositions d'inventions et d'innovations, des conférences-débats, des rencontres B2B ainsi qu'un concours national dédié aux projets à fort potentiel.



À propos de la compagnie aérienne ASKY

Compagnie aérienne panafricaine, Asky est une compagnie commerciale de droit privé, créée par des institutions bancaires régionales parmi lesquelles la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (EBID), la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD), le groupe ECOBANK (ETI) et l'Etat togolais en partenariat avec Ethiopian Airlines. Gérée par des professionnels expérimentés de l'aviation africaine, ASKY dispose d'une flotte de 15 appareils dont neuf (09) Boeing 737-800 et six (06) Boeing 737-MAX8 et dessert 30 destinations dans vingt-sept (27) pays d'Afrique. Elle joue un rôle important dans le renforcement de la connectivité sur le continent.

ASKY entend développer un réseau intra-africain solide qui favorise le développement régional, la connectivité à travers le continent, le tourisme, la croissance économique et l'intégration régionale. Sa vision est de rendre le transport aérien accessible et abordable à tous. Elle est ainsi engagée à jouer un rôle de premier plan dans l'intégration et la prospérité de l'Afrique selon la vision de son fondateur, M. Gervais Koffi Gbondjide DJONDO.

ASKY est l'un des sponsors officiels des 7^e Journées Scientifiques du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) qui se tiennent à Lomé.

L'actuel Directeur Général de cette compagnie panafricaine est M. Esayas Woldemariam HAILU.



A map of the African continent is shown in a light gray tone. The countries that are members of the CAMES (Communauté africaine méditerranéenne) are highlighted in a solid purple color. These countries are primarily located in West and Central Africa, including Senegal, Gambia, Guinea-Bissau, Guinea, Sierra Leone, Liberia, Ivory Coast, Ghana, Mali, Burkina Faso, Niger, Chad, Nigeria, Cameroon, Gabon, Congo, Zaire (Congo-Kinshasa), Angola, Namibia, Botswana, Lesotho, Swaziland, Mozambique, Zimbabwe, and Madagascar. The number 19 is prominently displayed to the left of the map, indicating the total number of member states.

19

PAYS MEMBRES DU CAMES RÉPARTIS ENTRE
L'AFRIQUE DE L'OUEST, L'AFRIQUE
CENTRALE, LA RÉGION DES GRANDS
LACS ET L'OcéAN INDIEN.